



HERVÉ
GISSEROT,
PDG DE GSK,
ROBERT DA-
HAN, PDG D'ASTRA
ZENECA, DOMINIQUE
AMORY, PDG DE LILLY, AGNÈS
RENARD-VIARD, DIRECTRICE DU LIR.
ILS ONT RENDU POSSIBLE LA RENCONTRE
« R&D DATING » À L'ÉLYSÉE.

La pharma à l'honneur

La récente décision prise par le chef de l'Etat de recevoir le 5 juin dernier les principaux dirigeants des filiales des groupes pharmaceutiques internationaux, comme des laboratoires français, opérant sur le territoire national, marque un tournant majeur dans la gouvernance de la branche. L'initiative du LIR qui a permis de rassembler chercheurs des secteurs privé et public de la recherche en neurosciences, a incontestablement constitué le temps fort de ce semestre. Elle a, au-delà de rencontres inédites entre deux univers qui se côtoient sans se connaître réellement, relancé un processus né en septembre 2004 et dont la vocation, toujours d'actualité, était d'améliorer l'attractivité et la compétitivité des industries de santé sur le sol français. Le Conseil stratégique des industries de santé (CSIS), né sous l'ère de Jean-Pierre Raffarin, a ainsi été appelé par Nicolas Sarkozy à se réunir sans tarder. « Il faut que nous discussions conjointement de l'avenir de l'industrie pharmaceutique en France », a précisé ce dernier, qui souhaite que « des réponses soient élaborées ensemble par le gouvernement et les entreprises ». Si les industriels et académiques présents à ce rendez-vous de la R&D n'ont pas caché leur intérêt pour une telle rencontre et ont mis en avant leur volonté de collaborer, celle-ci devra encore être suivie d'effets concrets. Un premier pas a bien été franchi en direction de ce que le président du LIR, Dominique Amory, voit comme « le futur business model de la pharma, fondé sur de multiples partenariats, et qui doit combler ses "gap" en matière de nouvelles technologies et de compétences ».

« La France peut capitaliser sur ces atouts pour dessiner son avenir comme centre mondial d'innovation thérapeutique », indique de son côté Jean-Luc Bélingard, président d'Ipsen et délégué général du G5, pour qui « le CSIS pourrait offrir de nouvelles perspectives à la recherche biomédicale française, en renforçant son positionnement dans les biotechnologies et la bioproduction. » Fort de ces encouragements au plus haut niveau de l'Etat, le CSIS pourra désormais s'atteler

à faire avancer ses principaux dossiers : le renforcement des partenariats public-privé, amorcé le 5 juin, le développement de l'épidémiologie, la bioproduction et les développements de nouveaux sites de production en la matière, et enfin la création du fonds d'investissement pour les biotechnologies et les dispositifs médicaux innovants. L'élan est désormais amorcé. Il faudra encore le traduire par des mesures concrètes. ■

Jean-Jacques Cristofari
Rédacteur en chef de *Pharmaceutiques*

Sommaire

Industrie pharmaceutiques : Sarkozy encourage la recherche	p. 8
« R&D dating » du LIR : rencontres au sommet	p. 10
Jean-Luc Bélingard, délégué général du G5 : « La France peut capitaliser sur ses atouts »	p. 12
Biotech : relance par le FSI	p. 14
Sécu : la santé à crédit	p. 16
CHU : la recherche entre dans la gouvernance	p. 18
Pascal Louis (CNPQO) : « Valoriser le conseil pharmaceutique »	p. 20
Grippe H1N1 : fausse alerte ?	p. 22
Génériques : l'EGA dénonce des barrières à l'entrée	p. 24
USA : changement d'époque	p. 26
ISPOR : des débats d'actualité	p. 30
Chine : 85 milliards d'euros pour la santé	p. 32
Santé : le Brésil affiche ses ambitions	p. 34